

les États-Unis et d'autres pays du monde sont autant de jalons sur la route qui, espèrent-ils, conduit à la division du monde libre. Il me semble, ma foi, qu'après avoir constaté cet état de choses pendant plus de huit ans, nous aurions pu en tirer une leçon... j'espère d'ailleurs que nous l'avons fait. Je parlerai, maintenant, quelques instants, du communisme d'une façon générale peut-être, ainsi que de ce que nous devrions faire afin de l'empêcher d'atteindre son objectif de domination mondiale.

Quand nous nous efforçons sérieusement de résoudre l'un des principaux problèmes angoissants qui se posent au monde, il me semble qu'il y aurait lieu avant de prendre une décision inspirée par l'expérience de bon nombre d'années, qui nous porte à reconnaître combien il est difficile, sinon presque impossible de négocier avec les communistes sur un certain pied d'égalité, d'adopter un principe directeur. Nous devrions, en effet, nous demander en abordant la question: La solution projetée aura-t-elle pour conséquence de consolider le monde communiste, ou aura-t-elle, au contraire, l'effet d'affaiblir à la longue ce monde communiste et partant de renforcer le nôtre?

Nous devrions, dis-je, nous laisser guider par la franche réponse à ces questions. Je suis, certes, d'avis qu'aucune décision que nous pourrions prendre ne devrait avoir jamais pour effet d'affermir le communisme et le monde communiste, même si nous nous efforçons de faire preuve, dans notre attitude et nos opinions, de la plus grande humanité. Si ce que nous allions faire ou ce qui aurait été proposé tendait le moins du monde à renforcer le communisme, je dirai, monsieur l'Orateur, que nous devrions systématiquement l'éviter.

J'estime que nous avons déjà trop cédé. Il conviendrait peut-être même d'exiger que quiconque habite notre pays mérite les privilèges que confère la citoyenneté. Dans le domaine des affaires extérieures, il me semble qu'au lieu d'accueillir les dictateurs et les nations communistes à bras ouverts dans notre cercle des nations libres, de leur accorder tous les avantages que comporte une telle association, nous devrions soigneusement songer à modifier les privilèges dont bénéficiaient ces pays, surtout l'URSS.

Je songe en ce moment au commerce, question que le député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a touchée cet après-midi, sans dire toutefois quel est son avis à cet égard. Le chef du parti cécéliste a été plus explicite: il a exposé l'attitude de son parti. Pour moi, je vais dire ce que j'en pense. A mon avis, il ne faudrait pas permettre aux

pays communistes de bénéficier des échanges commerciaux avec les pays occidentaux, à moins qu'ils ne soient disposés à indiquer sans détour qu'ils comprennent ce que vaut leur association avec nous et n'acceptent également de travailler à l'amélioration des conditions dans le monde, à la paix et à la sécurité.

Voilà une attitude bien franche, dirais-je, et j'ai mes raisons de l'adopter. On dira évidemment: "Quel mal y a-t-il à ce que les nations du monde vendent des produits qui ne sont pas d'importance stratégique à la Russie ou à certains pays communistes?" Je prétends que nous ne devrions même pas être disposés, dans le moment, à leur vendre des matières d'importance non stratégique, parce qu'ils peuvent s'en servir pour accroître la production de leur matériel d'importance stratégique, de leurs armes, ce qui aurait évidemment pour résultat d'édifier leur puissance au détriment des nations contre lesquelles ils travaillent sans relâche, en vue, il va de soi, de nous détruire. Pourquoi expédierions-nous à ces pays des denrées qu'ils pourraient utiliser pour nous abattre? Je ne crois pas que ce soit judicieux dans aucune circonstance. Il ne devrait pas y avoir de commerce, même en ce qui concerne les matières sans importance stratégique, entre la Russie et l'association des nations libres tant que, ainsi que l'a déclaré M. Eisenhower, ce pays ne manifesterait pas par des actes, et non par des paroles, qu'il désire travailler à la paix et à la sécurité du monde au lieu de chercher à désorganiser et à dominer le monde, ce qui semble son but constant.

Cela semblera naturellement très grave pour la Grande-Bretagne, car elle estime, apparemment, qu'il lui est nécessaire de commercer avec la Chine et la Russie, et peut-être avec d'autres pays situés au delà du rideau de fer. Si la Grande-Bretagne est contrainte de chercher à commercer derrière le rideau de fer, comme bien des gens semblent le croire, les seuls à blâmer à cet égard sont les États-Unis, le Canada et d'autres régions du monde libre. Jusqu'ici le monde libre a rendu les conditions commerciales impossibles pour la Grande-Bretagne, alors que nous aurions dû faire tout en notre pouvoir pour la raffermir et la soutenir car, monsieur l'Orateur, la Grande-Bretagne est depuis des années la source de la justice, de l'équité, de la liberté et de la règle du droit. La laisser détruire est rien de moins qu'une tragédie mondiale.

Je répète que les nations libres ont, à cause des mesures qu'elles ont prises, contraint la Grande-Bretagne à s'adresser aux pays situés au delà du rideau de fer, et nous n'avons